

OÙ VA TOULOUSE ?

2014 - 2017



Depuis 2014, une nouvelle majorité dirige Toulouse et Toulouse Métropole. A la moitié de ce mandat, nous avons souhaité ce document pour vous faire part des grandes lignes du bilan que nous dressons de son action.

3 ans après l'arrivée de la droite aux responsabilités, deux traits majeurs caractérisent cette action : la brutalité et l'absence d'une vision à la hauteur des enjeux de notre époque.

Brutalité, parce que derrière la petite musique rassembleuse – parfois doucereuse – que Jean-Luc Moudenc et son équipe font résonner aux oreilles des Toulousains avec un art consommé de la communication, de nombreuses décisions ont accru les difficultés de nos concitoyens : augmentation record des impôts, services publics plus chers et moins performants, baisse du soutien aux associations qui contribuent pourtant à la vitalité sociale, économique et culturelle de notre société locale.

Absence de vision, parce que dans un contexte budgétaire difficile pour les collectivités locales, les efforts demandés aux Toulousains auraient pu être compris s'ils étaient mis au service d'une vision claire et cohérente de l'avenir de notre agglomération.

Mais les investissements pour améliorer le quotidien tardent à se concrétiser, tandis que des efforts considérables sont consacrés à la poursuite de projets que nous avons toujours jugés non-prioritaires, à l'image du nouveau parc des expositions. Ou du mirage d'une ligne de train à grande vitesse (LGV) que le Maire s'obstine à réclamer à grands coups de plans de communications coûteux, alors que son financement reste introuvable, et qu'une rénovation des lignes existantes permettrait l'arrivée du TGV à Toulouse à moindre coût et avec un temps de trajet à peine plus long.

Dernier exemple en date, l'annonce grandiloquente d'un gratte-ciel hors de prix à Matabiau, symbolique d'une conception désuète de la modernité et qui ne répondra à aucun besoin réel. Enfin, tandis que les Toulousains sont toujours plus nombreux à être coincés dans les bouchons, le développement rapide des transports en commun est déjà sacrifié à un projet de 3ème ligne de métro qui ne verra pas le jour (au mieux) avant 2024.

Notre vision, c'est celle d'une métropole qui ferait de la transition écologique l'axe structurant de ses choix pour mieux vivre au quotidien, et non l'appendice de vieilles politiques. C'est celle que nous continuerons de porter.

3 ÉLU-E-S À VOTRE ÉCOUTE !



Antoine Maurice
(Président de groupe)
Michèle Bleuse
Régis Godec

Groupe Toulouse Vert Demain
27 rue des Lois, Toulouse
05 61 22 24 61
toulouse.vert.demain@mairie-toulouse.fr
www.elus-toulouse.eelv.fr

EN TOUTE TRANSPARENCE...

- Nous percevons des indemnités dans nos fonctions d'élu-e-s. Elles se répartissent ainsi (montant net / mois avant reversement de 15% à EELV) :
 - 300€ en tant que conseiller municipal.
 - 950€ en tant que conseiller métropolitain.Nous n'exerçons pas d'autres mandats.
- Comme tous les groupes politiques représentés à la Ville et à la Métropole, nous bénéficions de moyens matériels et humains (un collaborateur rémunéré 1 700€ nets / mois).



IMPÔTS LOCAUX : UNE PROMESSE DE CAMPAGNE TRAHIE... POUR QUOI FAIRE ?

Contrairement à l'engagement pris par Jean-Luc Moudenc lors des élections municipales, les impôts locaux ont considérablement augmenté dès 2015 : +15%, un record à l'échelle nationale ! Et ils n'ont pas baissé depuis...

L'effort demandé aux Toulousains aurait pu se justifier s'il s'était traduit par une amélioration de leur quotidien, mais la même année les investissements de la Ville ont accusé une baisse de 17% par rapport à 2014, tandis que la mairie faisait des bas de laine avec une épargne municipale en augmentation de 38 millions d'€. Et la relance des investissements amorcée depuis reste timide au regard du coup de massue. Le coup est d'autant plus rude qu'il s'est accompagné d'une hausse quasi-générale des tarifs municipaux (23% de moyenne), d'une baisse importante des subventions au secteur associatif (-25% sur la durée du mandat), et d'une compression des effectifs municipaux qui nuit à la qualité des services publics.

TARIFS, HEURES D'OUVERTURE : DES SERVICES DE MOINS EN MOINS PUBLICS

Et soudain le Maire de Toulouse inventa les « services publics facultatifs ». Il répondait alors à une interpellation de l'opposition municipale qui l'interrogeait sur la fermeture d'une piscine et la réduction des horaires de services publics municipaux. Droit dans ses bottes, il soutient depuis son arrivée au Capitole la distinction entre les équipements que la Ville a obligation de créer et ceux pour lesquels elle a liberté d'action. En résumé, seules les écoles seront préservées de cette politique de restrictions, car le Maire a obligation de scolariser les enfants de sa commune...

Plus de recettes mais moins de services. La progression des recettes liées aux tarifs municipaux est pourtant impressionnante. En une année, 10 millions d'€ sont passés des budgets familiaux au budget municipal. Fin de la gratuité dans la restauration scolaire, augmentation des tarifs des CLAE, des piscines, des patinoires, mise en place de tarifs spéciaux pour les « non-toulousains »... Des hausses qui pourraient se comprendre si elles renforçaient les services publics, mais qui sont insupportables quand dans le même temps de nombreux horaires d'ouvertures sont revus à la baisse.

On ne compte plus les biens publics bradés par la municipalité. Depuis 2014, entre autres : l'ancien cinéma Les Nouveautés, l'hôpital de La Grave, la piscine Pradié, et plus récemment l'espace culturel Croix Baragnon. Rien ne semble arrêter l'équipe municipale dans cette grande braderie. Même les logements sociaux sont mis en vente. Encore une fois, pour être cohérente cette politique devrait être accompagnée d'un plan d'investissement ambitieux pour répondre aux besoins du quotidien des habitants de l'agglomération.

D'AUTRES CHOIX ETAIENT POSSIBLES

Toutes les collectivités locales font face à un contexte budgétaire difficile. Mais ce contexte nous offrait en même temps l'opportunité de hiérarchiser les priorités d'investissements, en tenant compte de critères innovants et au plus près du quotidien des Toulousains. Si la finalité des politiques publiques est le bien être de toutes et tous, elle aurait dû appeler la majorité à faire preuve de sobriété sur certains investissements. Mais de vieilles lunes dominant encore les orientations politiques, avec des conséquences majeures sur les efforts demandés aux Toulousains. A titre d'exemple, sur 2,5 milliards d'investissements prévus de 2015 à 2030, le parc des expositions (324 millions d'€) et la LGV (331 millions d'€) représentent à eux seuls 655 millions d'€ d'économies possibles, soit environ 25% des investissements.

Nous aurions donné la priorité à trois orientations :

- Un véritable plan Marshall des transports en commun et une réelle politique vélo, pour lutter contre le réchauffement climatique et la pollution, améliorer la santé et préserver l'attractivité économique.
- Construire plus et mieux et rénover les logements : c'est bon pour la planète, les budgets des ménages et l'emploi.
- Une politique alimentaire du champ à l'assiette : c'est bon pour l'environnement, pour la santé et pour l'emploi.

Le journal de campagne de
Jean-Luc Moudenc l'affirmait en
2014 :

« **0%** d'augmentation des impôts,
économies sur les dépenses de fonctionnement, »

Résultat en 2015 : **+15% d'impôts !**

UN EFFORT « PARTAGÉ » OU UN MARCHÉ DE DUPES ?

La majorité martèle que l'effort financier demandé aux Toulousains sera partagé : 3/4 pour la Ville de Toulouse et 1/4 pour les administrés. C'est faux, car l'augmentation de 15% des impôts locaux ainsi que les hausses des tarifs des services aux usagers sont appliquées depuis 2015, alors que les économies totales envisagées par la Ville seront au mieux effectives en 2020.

En réalité, l'effort est actuellement de 3/4 pour les contribuables et les usagers des services municipaux, et de 1/4 pour la Ville. Et ce fameux pacte que Jean-Luc Moudenc dit avoir passé avec les contribuables Toulousains (sans qu'ils aient voté pour cela) est un marché de dupes, car les économies faites par la municipalité sur ses dépenses de fonctionnement se solderont de fait par une baisse de la qualité du service public.

BEAUCOUP DE COMMUNICATION, PEU D'AVANCÉES MAJEURES

Alors que la COP21 a placé l'enjeu écologique au coeur des préoccupations, la municipalité peine à mener des actions significatives pour engager Toulouse dans l'indispensable transition. Quelques exemples : à Ginestous, la régie agricole de la Ville sera amputée de 20 ha de terres au profit d'un golf et d'un terrain de polo. Tandis que la municipalité se contente de planter un arbre dit « COP21 » par quartier, là où les plantations d'arbres et de haies champêtres devraient se multiplier... Par ailleurs, alors que la demande citoyenne est forte, le nombre de jardins partagés qui se créent reste faible (2-3 par an) en l'absence d'une politique municipale volontariste. En matière de santé publique, l'amélioration de la qualité de l'air se limite encore à l'observation de la pollution de la ville. Le budget consacré au bio dans les cantines scolaires a été réduit pour des considérations avant tout comptables. En matière énergétique, nous attendons encore que la collectivité lance un véritable plan de sobriété. Et si la réhabilitation des logements s'engage progressivement, rien n'a été lancé pour les bâtiments municipaux... Enfin, les actions citoyennes sont mises à mal par la forte baisse des subventions aux associations d'éducation à l'environnement. Bref, à Toulouse, l'écologie est encore considérée comme un supplément d'âme et non comme un axe structurant de l'action publique !



CARTON ROUGE : Toulouse ne sera plus capitale de la biodiversité

En 2011 notre ville a été désignée Capitale de la biodiversité pour sa politique de gestion écologique des espaces verts. Elle associait prairies, haies champêtres et bois urbains ainsi que suppression des pesticides, pour permettre à tous l'accès à une part de nature en ville, en complément des autres usages tels que les jeux ou le repos. Jean-Luc Moudenc avait annoncé la fin de nos prairies urbaines... Engagement hélas tenu. Cette régression incompréhensible met en évidence une vision rétrograde de la place de la nature en ville.

QUE DEVIENT LA CARTOUCHERIE ?

Le programme d'équipements publics initial de cet écoquartier a été revu à la baisse, avec la suppression d'une ludothèque et d'un centre social. Point positif, le projet d'habitat participatif lancé durant le précédent mandat se concrétise et la livraison des logements est proche. Un regret : malgré des annonces répétées, aucun nouveau programme de ce type n'a été lancé à Toulouse depuis cette initiative portée par les élus écologistes. Enfin, si nous regardons avec intérêt les projets qui s'esquissent pour la Halle, avec notamment un tiers-lieu, nous restons inquiets après l'abandon du projet d'implantation du collectif d'artistes Mix'art Myrys. A ce jour, la mairie n'a proposé aucune solution crédible pour lui permettre de pérenniser son action.

CARTON VERT : le réseau de chaleur

Avec l'extension de son réseau de chaleur, l'usine d'incinération d'ordures ménagères du Mirail alimentera en chauffage l'équivalent de 15 000 logements. Nous soutenons le choix d'optimiser cette installation pour permettre à davantage de ménages de se chauffer à moindre coût. Pour autant cette décision ne doit pas justifier un développement futur de l'incinération, qui entrerait en contradiction avec une politique visant à réduire les déchets à la source et à privilégier les sources d'énergie réellement renouvelables.

QUELQUES PROPOSITIONS SIMPLES POUR UNE VILLE PLUS DURABLE, PLUS RESPIRABLE, PLUS CONVIVIALE

Végétaliser la ville, faire baisser la température

- Aller au-delà de l'intéressante opération « Des fleurs sur mon mur » en lançant un véritable permis de végétaliser les rues pour les Toulousains, comme à Grenoble ou Paris.
- Reprendre le développement des prairies urbaines et des haies champêtres.
- Encourager davantage la création de jardins partagés dans tous les quartiers. Permettre le jardinage de tout espace délaissé, en particulier sur les friches industrielles.
- En période de canicule, ouvrir les parcs et jardins municipaux 24H/24. La température y est en moyenne inférieure de 3 degrés !

Mieux trier les déchets

- Installer 50 containers enterrés de tri sélectif par an. C'était dans le programme de Jean-Luc Moudenc...
- Développer le compostage collectif des biodéchets en multipliant les composteurs, à l'image de ceux installés au Jardin des Plantes.

Améliorer la performance énergétique

- Lancer un plan de rénovation énergétique de l'habitat ancien reposant sur une exonération partielle ou totale de la taxe foncière.
- Engager la municipalité dans une démarche exemplaire, avec un objectif de 100% d'énergies renouvelables dans sa fourniture d'électricité d'ici 5 ans.

UN METRO DANS 10 ANS... ET PAS GRAND CHOSE AVANT !

Projet-phare de la majorité de Jean-Luc Moudenc, la 3ème ligne de métro (TAE) pose plus de questions qu'elle n'apporte de réponses. Dans le cadre du projet Mobilités de Tisséo, elle a d'ores-et-déjà provoqué l'abandon ou le report de la plupart des projets de transports en commun prévus pour assurer un maillage de notre agglomération. Et son financement n'est toujours pas bouclé : le coût, que Jean-Luc Moudenc estimait à 1,4 Milliard d'€ dans son programme électoral, est aujourd'hui évalué à 2,1 Milliards d'€. Elle risque d'endetter lourdement notre territoire et de compromettre le financement d'autres investissements par la Métropole. La congestion de la rocade, la pollution de l'air et la lutte contre le réchauffement climatique nécessitent pourtant une intervention publique à la hauteur des enjeux. En matière de mobilités, il n'est pas possible d'attendre 2024 voire 2030 pour apporter des solutions concrètes aux Toulousains et aux habitants de notre agglomération !

NOTRE PROJET ALTERNATIF

Pour répondre à l'urgence et préparer l'avenir, nous proposons un plan de développement progressif des mobilités à l'horizon 2030, afin de permettre un maillage du territoire efficace et de favoriser un développement urbain harmonieux. Il reposerait principalement sur :

- Un renforcement rapide du réseau par la création de 8 nouvelles lignes de bus rapides circulant en sites propres (en plus du réseau Linéo en cours de déploiement), pour la desserte des périphéries.
- Le prolongement de la ligne A du métro vers la Ramée pour assurer une connexion avec la rocade Arc-en-ciel, et le prolongement de la ligne B jusqu'à Labège.
- La poursuite et l'amélioration du réseau tramway.
- La création de plusieurs circulaire de bus rapides pour les trajets de périphérie à périphérie.
- Enfin, la réalisation d'une 3ème ligne de métro au nord, reliant Colomiers à la gare Matabiau.

Nous évaluons ce projet à 3,2 Milliards d'€, soit 600 millions d'€ de moins que le projet Mobilités de la majorité, un budget mobilisable pour le cofinancement d'un réseau de trains express métropolitains avec la Région Occitanie.

TARIFICATION SOCIALE : UNE OCCASION MANQUÉE

Lors des élections municipales nous étions les seuls à proposer une tarification sociale sur le réseau Tisséo, basée sur les ressources des usagers plutôt que sur leur statut, et donc plus équitable. La majorité avait promis qu'elle ne toucherait pas au tarif jeunes à 10€, ni à la gratuité pour les plus de 65 ans. Au final, elle instaure une augmentation de 50% du tarif pour les étudiants non-boursiers et met un terme à la gratuité pour les retraités. Et sous couvert de tarification sociale, la révision de la grille aboutit à une augmentation de la quasi-totalité des tarifs : une supercherie, et une occasion manquée d'instaurer une tarification vraiment juste !

PARKINGS : VINCI TOUCHE LE PACTOLE

« Il faut que tout change pour que rien ne change » : la citation célèbre a été suivie à la lettre par la société Vinci, qui s'est contentée de changer son nom (pour Indigo) pour se voir confier la gestion de la quasi-totalité des parkings de Toulouse Métropole. Dommage, car une maîtrise publique aurait favorisé le développement des alternatives à la voiture particulière. Et garanti davantage de transparence dans la gestion des équipements et dans les tarifs demandés aux usagers. Sur ce dossier comme sur d'autres, la majorité a privilégié une approche purement gestionnaire, au détriment de l'intérêt public...

A QUOI AURA SERVI LE DÉBAT PUBLIC ?

Nous avons activement soutenu l'organisation d'un débat public sur le projet de 3ème ligne de métro. La forte participation des citoyens de notre agglomération et la qualité des contributions déposées en ont fait un grand succès. Les suites données par la majorité de Monsieur Moudenc sont en revanche décevantes : les conclusions du débat n'ont pas été intégrées à l'avis (favorable) de la Métropole sur le projet Mobilités de Tisséo, voté à marche forcée à peine quelques jours après leur publication ! De plus la majorité refuse de faire expertiser les projets alternatifs à la 3ème ligne, et elle a créé un « conseil scientifique » présidé par une personnalité dont l'indépendance est sujette à caution. Dans ces conditions il y a peu de chances que le projet évolue, et le débat public n'aura été qu'un simulacre de démocratie !



CARTON ROUGE : le stationnement sauvage

Les voitures envahissent de nouveau les trottoirs, les places, les pistes cyclables... Nous dénonçons le laxisme de la mairie !

CARTON VERT : le stationnement dans les parcs-relais Tisséo

Un plan de lutte contre les voitures ventouses a été lancé dans ces parkings, avec des amendes pour dissuader les automobilistes qui y stationnent sans prendre les transports en commun. C'est une bonne mesure pour libérer des places occupées de manière injustifiée. Mais nous regrettons qu'aucun assouplissement ne soit prévu pour les salariés résidant à Toulouse et qui utilisent au quotidien le métro et la voiture pour travailler à l'extérieur de la ville.

UNE MÉTROPOLE EN PANNE DE VISION

La densité « modérée » : un concept bien flou, que le Maire de Toulouse a utilisé pour surfer sur l'inquiétude des riverains qui voient leur ville s'agrandir et les constructions prospérer. A mi-mandat, les actes confirment pourtant qu'il n'y a pas eu de coup de frein sur les opérations immobilières. L'étalement urbain se poursuit et les conséquences sur la desserte des nouvelles zones urbanisées sont désastreuses. L'abandon de projets de transports en commun, notamment dans le nord, n'a pas été suivi d'une réduction des projets immobiliers. La modification du plan local d'urbanisme s'est traduite par des changements au fil de l'eau, en fonction des projets immobiliers et sans vision d'ensemble. Les quartiers Saint-Simon, Croix de Pierre et bien d'autres ont connu une augmentation de la constructibilité sans contreparties. Le secteur de la Roseraie est promis à des mutations (Latécoère, Guillaumet) sans qu'une vision d'ensemble soit proposée. Les opérateurs publics tels que l'aménageur OPPIDEA sont délaissés et les promoteurs privés ont les coudées franches. Enfin, le projet Mobilités, très focalisé sur Toulouse, risque de concentrer le développement urbain sur notre ville, au détriment d'un rééquilibrage des territoires de l'agglomération.



CARTON VERT : le projet Garonne

La Garonne est le poumon vert de Toulouse, qui lui tourne le dos depuis trop longtemps. De 2008 à 2014 les écologistes ont travaillé aux côtés de Pierre Cohen pour concevoir un projet capable de restaurer la qualité écologique de notre fleuve et de redonner vie à cet emblème. Le Maire de Toulouse a décidé de le poursuivre et nous soutenons la réhabilitation des quais et des berges. Nous souhaitons également une amplification du projet d'île verte du Ramier.

CARTON ROUGE : La Centrale...

... Du nom d'un resto-guinguette propriété de l'ancien rugbyman Jean-Pierre Rives, auquel la mairie a donné l'autorisation d'ouvrir durant l'été 2016 sur l'île du Ramier, dans une zone naturelle pourtant classée inconstructible dans le PLU et inondable... Avec à la clé 3 mois de nuisances sonores pour les riverains. Nous aussi on aime les guinguettes... Mais pas les passe-droits accordés à certains pour contourner une réglementation supposée s'appliquer à tous !

POLITIQUE DE LA VILLE : BEAUCOUP RESTE A FAIRE...

A son arrivée au Capitole, Jean-Luc Moudenc a décidé de ne pas nommer d'adjoint au Maire en charge de la Politique de la Ville, et il a placé ce domaine sous sa responsabilité personnelle. Un choix très symbolique, mais malheureusement en trois ans peu de nouvelles choses ont été impulsées, le Maire se reposant pour l'essentiel sur la politique mise en œuvre entre 2008 et 2014. Dans les quartiers populaires les attentes sont nombreuses en termes d'emploi, d'égalité et de solidarité, mais les réponses restent insatisfaisantes. Nous déplorons l'abandon d'un équipement culturel d'intérêt métropolitain dans le quartier de la Reynerie et la suppression du projet de création d'un vaste parvis pour retisser le lien entre l'Université Jean Jaurès et le lac de la Reynerie. Quant à la programmation d'équipements publics, elle est à l'arrêt, à l'exception d'un groupe scolaire programmé sous le précédent mandat. Les énergies disponibles pour changer l'image de nos quartiers et améliorer le quotidien de leurs habitants restent à mobiliser.

LE LOGEMENT, UNE AMBITION A LA BAISSÉ

Les signes ne trompent pas sur la volonté de la majorité en matière de réponses à la crise du logement. Si l'équipe municipale s'est empressée de démanteler les campements des précaires, elle n'a pas pour autant amplifié les réponses en matière d'hébergement d'urgence. De plus en plus souvent, ce sont des familles entières qui se retrouvent à la rue faute de prise en charge efficace. Refus de la mise en place de l'encadrement des loyers, mise en vente de logements sociaux d'Habitat Toulouse et recul sur les objectifs de construction de logements sociaux sont les symptômes de l'abandon d'une ambition.

CENTRE VILLE : UNE CONTINUITÉ APPARENTE...

Durant le précédent mandat, l'urbaniste Joan Busquets avait été choisi pour apaiser le centre ville, avec des options d'aménagement visant à dissuader le transit automobile pour privilégier le cadre de vie des résidents et partager l'espace public entre l'ensemble de ses usagers. Jean-Luc Moudenc a gardé les services de Monsieur Busquets et des chantiers de revalorisation sont bien engagés à Saint-Sernin, rue Bayard ou rue des Lois... Mais derrière cette apparente continuité, les choix semblent essentiellement dictés par des considérations cosmétiques assez éloignées de l'ambition initiale d'un réel partage de l'espace public. A titre d'exemple, l'aménagement des boulevards, élément essentiel du projet Busquets, ne semble plus d'actualité.

MATABIAU : UN QUARTIER POUR QUI ?

La gare Matabiau a besoin d'être modernisée et nous soutenons l'ambition de renouvellement urbain du quartier. Ce projet doit favoriser le développement des transports régionaux et l'augmentation de la part du rail dans les transports urbains. Pour autant, nous nous inquiétons de l'évolution récente du projet urbain Toulouse Euro Sud Ouest (TESO), qui fait prévaloir la logique d'un quartier d'affaires. La tour Occitania, ses logements et son hôtel de luxe en seraient un emblème inaccessible. Nous proposons un projet alternatif de réhabilitation du quartier.

CULTURE : AMBITION EN CHUTE LIBRE !

Depuis 2014, la droite municipale a accumulé les décisions qui signent la fin d'une ambition. Les subventions aux associations culturelles auront baissé de 25% d'ici la fin du mandat. L'espace Croix-Baragnon, lieu culturel emblématique, sera vendu au plus offrant sans projet de substitution connu à ce jour. La Cité de la Danse prévue durant le précédent mandat ne verra pas le jour à la Grave, malgré l'engagement pris par Jean-Luc Moudenc lors des élections. Le château de La Mounède, phare des musiques du monde durant des années, est détourné de sa vocation initiale (lire plus bas). La rénovation du musée des Augustins n'est plus d'actualité. La plupart des grandes manifestations ont subi des réductions de voilure : le Printemps de Septembre ne se tient plus qu'une année sur deux, Rio Loco a augmenté ses tarifs mais perdu une soirée. A la Reynerie, l'abandon du projet de Maison de l'Image aura coûté aux contribuables toulousains 3 millions d'€ de dédommagements. La majorité manie beaucoup mieux la gomme que le stylo... Et faute d'écrire un projet culturel qui fasse sens, elle privilégie les grands événements festifs médiatisés, dans une approche essentiellement vitrinaire.

FÊTE DE LA MUSIQUE, 14 JUILLET : CA SONNE CREUX

Alors que notre ville et notre région regorgent de talents, les concerts organisés place du Capitole pour la fête de la musique font la part belle à des artistes ultra-marketés, et la soirée du 14 juillet a été transformée en étape de la tournée - promo d'une grosse radio commerciale. Le tout à grands frais pour les contribuables toulousains. L'ambition culturelle ne se réduit pas à l'exposition de belles images à la télévision. C'est d'abord la volonté de favoriser la découverte et la rencontre entre le public et les talents émergents qui ont des choses à dire !

MOUNÈDE : UN TERRIBLE GÂCHIS !

Le château de la Mounède a accueilli des grands noms des musiques du monde et il était il y a quelques années un symbole de l'action culturelle dans les quartiers. Le Maire de Toulouse a décidé de liquider cette histoire en privatisant le lieu au bénéfice d'un projet très éloigné des ambitions initiales, alors qu'il a fait l'objet d'importants investissements durant le précédent mandat. Un million d'euros dilapidés pour une salle de concerts flambante neuve finalement jetée aux oubliettes !

UNE VILLE PLUS DURE AVEC LES PLUS FRAGILES

Une des premières décisions de la majorité a été de supprimer la vaccination gratuite des chiens des sans-domiciles fixes mise en place en 2009. Ce dispositif ne coûtait pourtant que 6 000 € par an... Nous dénonçons une approche idéologique, conçue pour satisfaire une partie de la clientèle électorale de Jean-Luc Moudenc... Mais contraire à l'intérêt général, car en protégeant les animaux et leurs maîtres, on protège aussi les habitants !

Le centre social du Ramier est désormais fermé les samedis et dimanches, comme si les sans-abris disparaissaient le week-end.

Nous attendons toujours des éléments nous permettant d'évaluer l'impact réel de l'arrêté anti-prostitution sur la tranquillité publique. Son impact sur les prostituées, rendues plus vulnérables aux agressions, est lui déjà bien réel...

A l'école, la cantine n'est plus gratuite pour les familles qui ont des ressources limitées. Certains enfants n'ont même plus accès à un repas équilibré par jour ! Nous regrettons également la suppression de la gratuité de la garderie maternelle du mercredi après-midi.

PETITE ENFANCE : MOINS DE TRANSPARENCE

Les nouvelles règles d'attribution des places en crèche, en supprimant le critère des revenus et en introduisant des critères flous, ont ouvert la porte à un retour de l'arbitraire, et vont inévitablement renforcer les inégalités sociales. Le premier rapport annuel publié après la refonte des critères montre déjà un taux de refus des solutions proposées aux jeunes parents jamais atteint !

Quant aux 1 000 places créées annoncées par la mairie, elles sont à pondérer par les suppressions de postes dans les crèches familiales, donc de places.

Par ailleurs, les Conseils de parents et la politique innovante d'égalité fille-garçons ont été abandonnés, ainsi que les grandes initiatives culture - petite enfance.

CARTON VERT : les constructions d'écoles

La municipalité a annoncé la construction de 10 écoles entre 2014 et 2020, ainsi que 200 millions d'€ d'investissements pour la réhabilitation et la maintenance des établissements de la ville. Un engagement louable... Mais bien normal, dans la ville qui reste la plus dynamique de France sur le plan démographique.



CARTON ROUGE : les moyens des écoles

Les recrutements de personnels dans les écoles ne sont pas à la hauteur des besoins. Le budget de fonctionnement des écoles a baissé de 13%. La Ville ne recrute plus d'assistants de vie scolaire (AVS) pour la scolarisation en maternelle des enfants en situation de handicap.

REFUGIÉS : UNE PITEUSE DÉROBADA

Tout le monde ou presque s'est ému du sort des réfugiés fuyant les atrocités commises en Syrie ou en Irak. Mais pour leur proposer des solutions d'accueil à Toulouse il n'y avait plus grand monde... Et surtout pas la majorité de Jean-Luc Moudenc, qui s'est piteusement dérobée à notre proposition de mobiliser des locaux sur l'ancien CEAT de Jolimont (16 hectares vides dans l'attente d'un projet urbain) pour répondre à l'urgence en matière d'hébergement. Et son adjoint Franck Biasotto a fait expulser des familles syriennes réfugiées dans des logements vacants aux Izards !

Résultat : à Toulouse un grand nombre de réfugiés vivent dans des conditions de précarité, d'insalubrité et d'insécurité indignes.

SPORTS : UN PROBLÈME DE PRIORITÉS...

Le « Plan piscines » régulièrement annoncé par l'adjointe aux sports pour remédier à la vétusté grandissante de nombreux équipements de notre ville est devenu un serpent de mer... Pendant ce temps la municipalité n'en finit plus de financer des changements de la pelouse du Stadium (le dernier en date pour 460 000€ !), qu'aucun gazon hybride supposé «révolutionnaire» n'aura jusqu'à présent sauvé de champignons tenaces... Il est urgent que le coût de la gestion de cette pelouse soit transféré au TFC, qui est le principal utilisateur du Stadium.

La municipalité s'entête également à agrandir le stade Arnauné (coût 13 millions d'€), malgré un avis défavorable de la commission d'enquête publique et l'opposition légitime d'un collectif de riverains qui craint une explosion des nuisances. Encore un problème de priorités !

ECONOMIE

AÉROPORT : UNE PRIVATISATION LOURDE DE CONSÉQUENCES

Les écologistes ont dénoncé dès les premiers jours le projet gouvernemental de privatisation de l'aéroport. Malheureusement, avec la complicité passive du Maire de Toulouse, ce projet s'est concrétisé et nous avons perdu la maîtrise publique d'un outil de développement du territoire. Les nouveaux actionnaires se sont empressés de se reverser une partie des réserves (15 M€) accumulées après des années d'une gestion publique saine, avec le vote favorable de Jean-Luc Moudenc. Et ils portent des projets de développement qui menacent la qualité de vie des riverains. Nous demandons que les collectivités locales fassent bloc pour encadrer des nuisances aériennes qui menacent de franchir un nouveau seuil.



DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE : BEAUCOUP D'ESBROUFFE...

Le schéma de développement économique de Toulouse Métropole a été présenté en grandes pompes chez Airbus avant même d'avoir été communiqué aux élus supposés le voter. Il contient de belles déclarations d'intentions, comme celle de « bâtir une métropole durable et respectueuse de l'environnement », mais c'est en réalité un inventaire à la Prévert qui témoigne d'une fuite en avant dans un modèle productiviste dépassé, sans vision stratégique ni priorités claires. Et l'emploi en est quasiment absent, alors que l'attractivité du territoire, qui ne fait pas forcément sa richesse, y est martelée comme un mantra. La conversion de notre territoire vers une économie circulaire, solidaire, qui répond aux besoins sociaux et crée des emplois n'est pas pleinement engagée.

Par ailleurs la politique de soutien à l'économie locale, par l'attribution de subventions à hauteur de 1,6 Million d'€ par an, reste opaque en l'absence de transparence et de critères d'attribution : nous avons fait adopter un vœu pour la clarifier.

L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE MOINS SOUTENUE

En 2012, sous l'impulsion des élus écologistes, un plan d'actions en faveur de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) avait été adopté, intégrant pleinement ce secteur à la politique économique de la Métropole. Avec la création d'un incubateur d'innovation sociale, du parcours ADRESS pour la création d'entreprises, l'ouverture des pépinières d'entreprises à l'ESS, le soutien à des Sociétés Coopératives à Intérêt Collectif (SCIC), ce plan a permis de développer une économie qui répond à des besoins et crée des emplois.

La nouvelle majorité a poursuivi l'action engagée, mais en diminuant son budget, contrairement à celui d'autres politiques économiques. L'utilité sociale et environnementale ne semble plus être une priorité...

CARTON VERT : le Small Business Act

Le 1er bilan de cette initiative visant à favoriser l'accès des TPE et des PME aux marchés publics est positif pour l'emploi local, avec 67% des investissements faits en 2016 auprès d'entreprises du territoire de Toulouse Métropole.

CARTON ROUGE : l'augmentation de la CFE

Lors des élections Jean-Luc Moudenc s'était engagé à réviser à la baisse les niveaux de la cotisation foncière des entreprises (CFE) pour « redonner de l'attractivité économique à Toulouse. » La majorité a finalement voté une augmentation de 9% en 2015 !

SÉCURITÉ : LES POSTURES MONTRENT LEURS LIMITES

S'il est un domaine dans lequel le Maire de Toulouse a tenu ses engagements, c'est bien celui de la sécurité : doublement des effectifs de la police municipale, développement massif de la vidéosurveillance avec un objectif de 350 caméras installées à la fin du mandat, création d'une brigade d'intervention motorisée... Malheureusement les résultats ne sont pas à la hauteur des chiffres ronflants et des postures martiales de la majorité. Jean-Luc Moudenc en a lui-même fait l'aveu fin 2016, en déclarant à la presse : « *Comme tous les Toulousains, je dois faire le constat que l'insécurité augmente dans notre ville et je tire la sonnette d'alarme* ».

Après avoir constamment instrumentalisé la chronique des faits divers lorsqu'elle était dans l'opposition, la droite locale semble réaliser que la complexité du sujet demande de l'humilité et la mise en oeuvre d'une politique qui associe davantage la prévention et la médiation à la répression. Et elle en appelle à l'Etat pour renforcer les effectifs de la police nationale, qui ont considérablement baissé lors de la présidence de Nicolas Sarkozy. Une démarche que nous soutenons...

UNE COMMISSION DEVENUE CHAMBRE D'ENREGISTREMENT

La Commission des Libertés Publiques mise en place lors du précédent mandat avait permis d'associer l'ensemble des acteurs concernés à la réflexion sur les choix faits en matière de vidéosurveillance, autour de la Charte européenne pour une utilisation démocratique de la vidéosurveillance, afin de concilier efficacité et respect des libertés publiques. Mais la nouvelle majorité bafoue les principes de la charte par un développement aveugle et idéologique de la vidéosurveillance, tandis que la commission a été transformée en simple chambre d'enregistrement !



A LA MÉTROPOLE, LES DRÔLES DE MÉTHODES DE JEAN-LUC MOUDENC

En tant que Président de Toulouse Métropole, Jean-Luc Moudenc a pris l'habitude d'informer la presse de décisions avant leur vote par les élus intercommunaux. En 2015, c'est lors d'une conférence de presse que les maires et conseillers des 37 communes de la Métropole apprennent qu'ils vont voter une augmentation de 15% des impôts locaux de leurs administrés ! Idem pour le projet de Ramblas des allées Jaurès, imposé aux élus de l'agglomération par le Maire de Toulouse. Tout comme l'abandon de l'aire de grand passage pour les Gens du voyage à Montredon, que Jean-Luc Moudenc avait inscrit dans son programme municipal alors que c'est de la compétence de la Métropole. L'intérêt métropolitain ce n'est pas l'hégémonie de la ville-centre !

LA DÉMOCRATIE N'A PAS PRIS SES QUARTIERS

Monsieur Moudenc avait assuré que le retour des Maires de quartier garantirait une meilleure proximité. 3 ans plus tard, ces derniers sont dépourvus de réel pouvoir et se retrouvent bien démunis pour expliquer, notamment lors des commissions de quartier, que les promesses faites aux associations pendant la campagne électorale sont pour la plupart abandonnées. Pourtant, rendre les Toulousains parties prenantes de la gestion des biens communs serait pertinent : conseils citoyens indépendants, budgets participatifs, participation des habitants à la gestion de l'espace publics (jardinage de rue par exemple)... Sur tous ces sujets, la majorité a rejeté les propositions de notre groupe. A quand une réelle démocratie de quartier ?

DES CONSEILS-FLEUVES POUR NOYER LES POISSONS

Le Conseil municipal et le Conseil métropolitain ne sont plus réunis que 4 fois par an, soit le strict minimum prévu par la loi. Toulouse est la seule grande ville de France dans cette situation. Jean-Luc Moudenc se retranche derrière des comptages de temps de parole pour expliquer que l'opposition n'est pas muselée, mais le problème n'est pas là ! Les séances se sont tellement espacées qu'elles deviennent interminables (jusqu'à 15H de conseil municipal) et compliquées à suivre pour les Toulousains comme pour la presse. Avec un avantage certain pour la majorité : ses décisions les plus contestables sont noyées dans un flot de délibérations...

DES PRINCIPES A GÉOMÉTRIE VARIABLE...

Le Maire et certains membres de son équipe font parfois preuve d'une singulière duplicité. Alors qu'ils manifestaient contre le Mariage pour Tous aux côtés de représentants religieux, ils sont également capables de se poser en gardiens intransigeants de la laïcité lorsqu'il s'agit de rappeler à l'ordre des mariés dont le comportement est jugé non-conforme à ses principes lors des cérémonies en mairie... Même approche sélective concernant les réunions publiques : le mouvement BDS, qui prône un boycott des produits fabriqués en Israël pour protester contre la colonisation de la Palestine, a été banni des salles municipales au motif d'une condamnation judiciaire... Tandis que le polémiste Eric Zemmour, condamné pour provocation à la haine raciale, s'est produit à la salle Barcelone... Avec des élus de la majorité aux premiers rangs !